

Commerce international : Les nouveaux traités de libre-échange (TPP, TTIP et TISA) ne sont pas une solution, ils sont un autre problème

mercredi 6 avril 2016, par [Quatrième Internationale](#) (Date de rédaction antérieure : 2 mars 2016).

Déclaration a été adoptée par le Comité international de la IV^e Internationale le 2 mars 2016.

Da manière sournoise - comme des bandits qui traquent leur victime - et antidémocratique, l'élite qui domine les finances et les multinationales impulse les nouveaux « Traités de libre commerce » : l'Accord de partenariat transpacifique (TPP), le Traité de libre-échange transatlantique (TAFTA ou TTIP) et l'Accord sur le commerce des services (TISA).

Comme lors des précédentes occasions - lorsqu'ont été imposés le traité qui a donné naissance à l'Union européenne ou le traité du libre commerce de l'Amérique du Nord - les classes dirigeantes présentent ces initiatives comme des formules magiques visant à « éliminer la pauvreté et augmenter la richesse et la prospérité ». Le bilan de ces derniers ne laisse pas de doutes sur ce qui attendra les peuples qui se laisseraient séduire par ce chant de sirènes :

- de nouvelles règles permettant aux multinationales de violer la légalité et la souveraineté de chaque pays où elles sont présentes ;
- des tribunaux « privés » pour gérer les conflits entre les entreprises et les États ;
- la privatisation et la marchandisation des services publics qui sont encore gérés par l'État (enseignement, santé, transport, etc.) ;
- une régulation des télécommunications en vue d'éliminer la liberté d'expression sur les réseaux sociaux ;
- le démantèlement de l'agriculture paysanne familiale et l'extension de la monoculture ainsi que des aliments et des insecticides transgéniques ;
- les profits passant avant les lois de protection environnementale ;
- une dégradation encore accrue des conditions de vie et de travail des populations des villes et des campagnes ;
- de nouvelles vagues migratoires.

Si l'objectif de ces traités était vraiment l'expansion du commerce mondial, alors pour quelle raison laissent-ils en dehors des pays qui, dans leur ensemble, représentent plus de 3 milliards de

personnes, c'est-à-dire plus d'un tiers de la population mondiale ? Le véritable but de ces nouvelles réglementations est double : limiter la présence des « autres » concurrents dans la sphère d'influence des pays impérialistes occidentaux et garantir les profits maximums pour leurs multinationales.

La crise que traverse actuellement le capitalisme n'a pas pour cause les supposées limitations de la « liberté du commerce ».

Une concentration excessive de la richesse (selon Oxfam actuellement 62 personnes disposent d'une richesse égale à celle des 99,99 % restantes), la réduction drastique du pouvoir d'achat des travailleurs, l'énorme fardeau de la dette à l'échelle mondiale (plus de 200 milliards de dollars en 2014) et la folle croissance du capital fictif, ont provoqué une capacité de production relative excédentaire et ont réduit l'aptitude des États à éviter une nouvelle récession encore plus grave que celle de 2008.

L'aggravation des contradictions entre les intérêts économiques des États-Unis et de leurs alliés (Europe occidentale, le Japon et leurs satellites) d'une part, et de l'autre ceux de la Chine faisant partie des pays dits BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), a encouragé l'élan de ces nouveaux traités visant à renforcer la domination de leurs entreprises transnationales respectives, à privatiser tout ce qui peut l'être encore et à supprimer les droits du travail, humains, sociaux et environnementaux qui limiteraient cette domination.

La classe ouvrière mondiale ne peut se limiter à la sphère étroite de la politique nationale. Nous devons analyser avec attention ces contradictions et maîtriser tous les secrets de la politique extérieure, ceux de tous les bandits impérialistes, pour ne pas nous laisser aveugler par ces intérêts illégitimes, totalement étrangers à l'intérêt de la classe ouvrière mondiale et de l'humanité. Les classes dominantes de Chine, de Russie, des États-Unis ou des pays européens sont nos ennemis communs. Ce n'est pas une lutte entre nations, c'est la lutte des classes et nous devons tendre la main à tous les peuples du monde et nous soulever contre les multinationales et contre la militarisation.

Nous devons nous déclarer en opposition complète à ces « traités commerciaux » et promouvoir une politique alternative basée sur :

- l'égalisation vers le haut des conditions de vie et du travail de tous les travailleurs et travailleuses à l'échelle mondiale ;
- la reconquête de la liberté de l'activité syndicale et des contrats collectifs ;
- l'application d'un impôt fortement progressif sur les grandes fortunes et sur le capital spéculatif ;
- l'ouverture des frontières à l'émigration libre (« aucun être humain n'est illégal ») ;
- la non-reconnaissance de toutes les dettes publiques odieuses, illégitimes, illégales et/ou insoutenables ;
- l'exigence de l'application des conventions internationales de travail et de la défense des droits humains ; et la promotion d'un commerce international qui prenne en compte l'asymétrie existant entre les divers groupes de nations.

La IV^e Internationale - dont les membres sur tous les continents font partie des mouvements opposés à l'approbation de ces traités - salue les initiatives telle celle lancée le 21 février 2016 dans l'État espagnol par les diverses forces de la gauche radicale du continent européen, qui tentent de faire avancer un programme alternatif d'intégration sociale des peuples et de construire de grandes

mobilisations le 28 mai prochain.

Des initiatives de ce type devraient s'étendre au niveau mondial et coordonner des mobilisations unitaires intercontinentales. L'approbation de ces traités n'est pas inévitable, ce sont les peuples du monde qui auront le dernier mot.

Quatrième International

P.-S.

* Inprecor [n° 625-626 mars-avril 2016](#)